

600321-2026 - Competition

France – Technical control services – Réalisation de missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune

OJ S 168/2026 01/09/2026

Contract or concession notice – standard regime

Services

1. Buyer

1.1. Buyer

Official name: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

Email: mayooragi.manoharan@plainecommune.fr

Legal type of the buyer: Local authority

Activity of the contracting authority: General public services

2. Procedure

2.1. Procedure

Title: Réalisation de missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune

Description: Réalisation de missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune

Procedure identifier: 98b56cf3-2b8f-4160-a566-c6f7d01de24a

Internal identifier: MM-31082026

Type of procedure: Open

The procedure is accelerated: no

2.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71356100 Technical control services

Additional classification (cpv): 71315400 Building-inspection services

2.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

2.1.4. General information

Additional information: Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R.2161-2 à 2161-5 et l'article L.2124-2 du Code de la commande publique. Ce marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande en application des dispositions L. 2125-1 et R.2162-1 à R.2162-14 du code de la commande publique. L'accord-cadre concerne les prestations énumérées dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU). Il est traité à prix unitaires et donnera lieu à l'émission de bons de commande. Le présent accord-cadre n'est pas alloti dans la mesure où au regard des économies d'échelle, l'allotissement rendrait financièrement plus coûteux et techniquement plus difficile l'exécution des prestations. En effet, les prestations objet du marché présentent un caractère homogène et relèvent d'une même typologie technique, à savoir des missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires confiées à un bureau de contrôle agréé. La globalisation des

prestations au sein d'un marché unique vise à garantir la cohérence des interventions, la mutualisation des moyens techniques et humains, ainsi que la continuité et la fiabilité du suivi réglementaire des installations et équipements du patrimoine bâti. Un allotissement serait donc de nature à complexifier l'organisation des contrôles, à fragmenter les responsabilités et à nuire à la lisibilité du pilotage réglementaire, sans apporter de gain opérationnel ni économique significatif. L'accord-cadre est conclu pour les montants suivants pour toute la durée de l'accord-cadre : -Montant minimum : 120 000 € HT -Montant maximum : 720 000 € HT. La compétence suivante est obligatoire et devra être détenue par le candidat individuel, ses sous-traitants et/ou le groupement ayant déposé une offre. Il s'agit d'une compétence technique, opérationnelle et organisationnelle nécessaire à la réalisation des missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune. Le titulaire devra notamment démontrer : 1. Compétence en réemploi de matériaux : Intégration de matériaux issues du réemploi dans les projets de construction/réhabilitation. Par ailleurs, il est fait rappel de la règle de l'incompatibilité de l'activité de contrôle technique avec l'exercice de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage en vertu de l'article L.111-25 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article R.111-31 du même code. L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 € TTC. Le candidat pourra se présenter soit de façon individuelle, soit sous la forme d'un groupement (solidaire ou conjoint). La forme du groupement est libre au stade de la présentation de la candidature et de l'offre, l'un des opérateurs économiques membre du groupement étant désigné comme mandataire. Cependant, si l'attributaire est un groupement conjoint, le mandataire devra être désigné comme solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune. Toutefois, un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché, ni se présenter à la fois en candidat individuel et en tant que mandataire d'un groupement. La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans suivant la date de notification du présent contrat. Afin de promouvoir l'emploi, Plaine Commune souhaite faire appel aux partenaires privilégiés que sont les soumissionnaires qui répondent à ses marchés publics. Dans ce cadre, le présent marché comporte une mesure incitative à la mise en place d'actions d'insertion professionnelle. Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de quatre ans à compter de sa notification. Les délais d'exécution des prestations passées durant la période de validité de l'accord-cadre seront fixés à l'article 4.6 du CCTP. Aucune variante n'est autorisée. Aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue. Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres finales. Les prestations sont financées par l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune. Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes. Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à

douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois. Ce montant est porté à 10 % pour les TPE/PME. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de l'accord-cadre Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de l'accord-cadre. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Garanties financières de l'avance : le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

Legal basis:

Directive 2014/24/EU

2.1.6. Grounds for exclusion

Sources of grounds for exclusion: Procurement Document

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Title: Réalisation de missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune

Description: Réalisation de missions de contrôle technique et de vérifications périodiques réglementaires sur l'ensemble du patrimoine bâti exploité par Plaine Commune

Internal identifier: 0

5.1.1. Purpose

Main nature of the contract: Services

Main classification (cpv): 71356100 Technical control services

Additional classification (cpv): 71315400 Building-inspection services

5.1.2. Place of performance

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

5.1.3. Estimated duration

Duration: 48 Months

5.1.6. General information

Reserved participation:

Participation is not reserved.

Procurement Project not financed with EU Funds.

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement (GPA): yes

This procurement is also suitable for small and medium-sized enterprises (SMEs): yes

5.1.9. Selection criteria

Sources of selection criteria: Procurement Document

5.1.10. Award criteria

Criterion:

Type: Price

Name: Prix des prestations - 45 %

Description: Prix des prestations, apprécié en fonction du DQE établi par le pouvoir adjudicateur

Criterion:

Type: Quality

Name: Valeur technique - 50 %

Description: Valeur technique décomposé comme suit : Sous-critère 2.1 : Pertinence de la méthodologie proposée pour la réalisation des prestations, l'organisation, la gestion des interventions et la production des livrables : -Méthodologie détaillée pour la réalisation des missions conformément au CCTP, incluant le mode opératoire, les étapes de vérification, les outils et supports utilisés, et les critères de conformité appliqués ; -Dispositions prévues pour garantir le respect des engagements méthodologiques annoncés dans le mémoire (suivi, contrôle qualité, procédures internes de vérification) ; -Gestion des risques et mesures préventives pour assurer la sécurité et la conformité réglementaire durant l'exécution des prestations ; -Modalités de communication et de reporting avec le pouvoir adjudicateur, incluant les supports et fréquence des rapports. 30 % Sous-critère 2.2 : Pertinence des moyens humains dédiés à la réalisation du marché, appréciée au regard de la disponibilité et de la qualification des intervenants : -Présentation du groupement ou de l'entreprise : organigramme, rôle du mandataire et des cotraitants, part d'intervention et organisation pour l'exécution des prestations ; -Composition et organisation de l'équipe affectée à la mission, qualifications et expériences professionnelles des responsables et exécutants, avec CV individuels ; -Organisation de l'équipe mobilisée pour les différentes missions de l'accord-cadre (contrôle technique des opérations et vérifications réglementaires du patrimoine) ; - Gestion de la planification et des ressources humaines, allocation prévisionnelle du temps sur chaque élément de mission. 20%

Criterion:

Type: Quality

Name: Performance en matière d'insertion sociale - 5 %

Description: Performance en matière d'insertion sociale, appréciée en fonction des dispositions prises par l'entreprise en termes d'insertion professionnelle

5.1.11. Procurement documents

Address of the procurement documents: <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=946075&orgAcronyme=p2q>

5.1.12. Terms of procurement

Terms of submission:

Electronic submission: Required

Address for submission: <https://marches.maximilien.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=946075&orgAcronyme=p2q>

Languages in which tenders or requests to participate may be submitted: French

Electronic catalogue: Not allowed

Variants: Not allowed

Deadline for receipt of tenders: 15/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Duration during which the tender must remain valid: 180 Days

Terms of contract:

The execution of the contract must be performed within the framework of sheltered employment programmes: No

Electronic invoicing: Required

Electronic ordering will be used: no

Electronic payment will be used: no

5.1.15. Techniques

Framework agreement:

Framework agreement, without reopening of competition

Maximum number of participants: 1

Information about the dynamic purchasing system:

No dynamic purchase system

5.1.16. Further information, mediation and review

Review organisation: Tribunal Administratif de Montreuil

Information about review deadlines: voir documents de la consultation

Organisation providing additional information about the procurement procedure: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

Organisation providing offline access to the procurement documents: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

Organisation receiving requests to participate: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

Organisation processing tenders: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Official name: Etablissement Public Territorial Plaine Commune

Registration number: 20005786700018

Postal address: 21 avenue Jules Rimet

Town: Saint-Denis

Postcode: 93210

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Contact point: Service commande publique

Email: mayooragi.manoharan@plainecommune.fr

Telephone: +33 155935555

Internet address: <https://plainecommune.fr>

Roles of this organisation:

Buyer

Organisation providing additional information about the procurement procedure

Organisation providing offline access to the procurement documents

Organisation receiving requests to participate

Organisation processing tenders

8.1. ORG-0002

Official name: Tribunal Administratif de Montreuil

Registration number: 13000686900015

Postal address: 7 rue Catherine puig

Town: Montreuil cedex

Postcode: 93558

Country subdivision (NUTS): Seine-Saint-Denis (FR106)

Country: France

Internet address: <https://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Roles of this organisation:

Notice information

Notice identifier/version: ac162923-e140-434d-8b53-0f7459693c05 - 01

Form type: Competition

Notice type: Contract or concession notice – standard regime

Notice subtype: 16

Notice dispatch date: 31/08/2026 11:59:40 (UTC+02:00) Eastern European Time, Central European Summer Time

Languages in which this notice is officially available: French

Notice publication number: 600321-2026

OJ S issue number: 168/2026

Publication date: 01/09/2026